

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 6 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme Eolienne de Sainte-Valière

1 RUE DES ARQUEBUSIERS
67000 Strasbourg

Références : UID11/66-C3-2024-390
Code AIOT : 0006606560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 octobre 2024 dans l'établissement de la société Ferme Eolienne de Sainte-Valière implanté LIEU-DIT LES PRADAILLES à Sainte-Valière (11120). L'inspection a été annoncée le 18 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Eolienne de Sainte Valière
- LIEU-DIT LES PRADAILLES 11120 Sainte-Valière
- Code AIOT : 0006606560
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 15 MW) mis en service en juillet 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
9	Autres mesures de suppression, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
10	Autres mesures de suppression, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
18	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
2	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
3	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
4	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 5 III	/	Sans objet
8	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Autres mesures de suppression, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9	/	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
14	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
17	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte une partie des dispositions contrôlées.

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, mais qui ne sont pas de nature en engendrer des risques graves, en particulier concernant la transmission des différentes déclarations ou informations à réaliser pour la mise en service industrielle et le contrôle des extincteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un ingénieur-écologue chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental, de réaliser un plan général de coordination en matière de protection de l'environnement et de</p>

vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par ce plan .
Constats : L'exploitant a fourni un nouveau document, réalisé par le bureau d'études CERA et dénommé Cahier Des Charges Environnementales, concernant les informations relatives à l'environnement et reprenant les références réglementaires des arrêtés encadrant l'exploitation du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un cahier des charges environnemental sera réalisé pour définir précisément la conduite des travaux, les procédures à mettre en place pratiquement pour répondre aux exigences environnementales, la gestion des terres (déblais et remblais, stockage temporaire,...) et définir le planning précis d'exécution des travaux.
Constats : L'exploitant a fourni les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Suivi Chantier Ste Valière_Exotiques2024 qui traite des plantes invasives et qui conclut à l'absence de nécessité de mesures de gestion, - Cahier des charges environnementales qui mentionne la gestion des terres et l'équilibre du chantier en termes de déblais/remblais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La mise en place du chantier de construction prévoira de suivre les recommandations des chartes de «chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale » :

<p>Formation et sensibilisation du personnel et du chef de chantier</p> <p>Propreté générale des lieux</p> <p>Bon aspect et bon entretien des véhicules et des engins de chantier</p> <p>Organisation et récupération des déchets...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bureau_Veritas_descriptif_mission qui mentionne les engagements de « Chantier propre », - 4 comptes-rendus de visite établis par Bureau Veritas portant sur le respect des engagements.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude précisant les conditions de réalisation du raccordement électrique souterrain et les modalités d'acheminement des éoliennes. L'exploitant devra obtenir les autorisations nécessaires des différents gestionnaires de réseaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les autorisations individuelles de transport exceptionnel pour les différentes parties de l'éolienne (mât, nacelle et pâles) - les déclarations des opérations de levage à la préfecture, à l'aviation civile et à l'armée de l'air, en date du 26 janvier 2024, - la convention de raccordement du 22 décembre 2023.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 5 III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etablissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avec la déclaration du début d'exploitation prévu à l'article 4 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p>

[...]
Constats : L'exploitant a transmis un justificatifs attestant de la constitution des garanties financières par courrier en date du 13 mai 2024. Le calcul du montant des garanties est juste.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Déclaration préalable à l'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Déclaration préalable à l'exploitation L'exploitant doit informer le Préfet du département, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud, Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien concerné Cette déclaration portera notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> - la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté, - la rédaction des procédures prévues par la réglementation, - la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCl, des moyens incendie, - la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011. - la mise en place des panneaux signalant le danger ; - les coordonnées définitives des ouvrages ; - les caractéristiques techniques ; - les Coordonnées du technicien qui devra pouvoir être joint 24h/24h.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs de la déclaration préalable à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> - auprès de l'inspection des installations classées, valant aussi pour le préfet, faite le 25 septembre 2024, - auprès de l'armée l'air et de l'aviation civile faite le 24 septembre 2024, - auprès de MeteoFrance faite le 25 septembre 2024, - auprès du SDIS faite le 25 septembre 2024. Toutefois, ces déclarations ne comportent pas l'ensemble des pièces réglementaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection l'ensemble des pièces réglementaires accompagnant les déclarations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de fonctionnement (bridage ou arrêt) des installations, dès la mise en service industrielle des aérogénérateurs. Les modalités de fonctionnement des machines en application de ce plan, avec les niveaux de bruit et d'émergence associés, sont transmises à l'inspection des installations classées préalablement à la mise en service.
Constats : L'exploitant a fourni un document technique concernant le bridage implémenté sur les machines E03 et E04. Le document en l'état ne permet pas de statuer sur la conformité du bridage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son document et/ou fournir un justificatif explicite démontrant le bridage mis en œuvre et le transmettre au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques
Prescription contrôlée : Dans les 9 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué, lors de la visite, que le contrôle était prévu pour début 2025.

Il a été rappelé à l'exploitant que ce contrôle devait avoir lieu avant avril 2025 pour respecter le délai de 9 mois après la mise en service industrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Réserve incendie

Prescription contrôlée :

Une réserve incendie d'au moins 120 m³ d'eau raccordée à un poteau incendie 2x65-100 est mise en place dans la zone centrale du parc. Ce dispositif doit garantir la mise à disposition d'un mode de raccordement standard pour les secours et la mise hors gel de l'installation. Il est entretenu afin de disposer à tout moment de la pleine capacité.

Les conditions d'aménagement de cette réserve et d'accès pour les véhicules de secours sont déterminées en liaison avec le SDIS.

Constats :

L'exploitant a fourni les caractéristiques de la citerne mais celle-ci n'est pas encore implantée. L'exploitant a indiqué qu'elle serait mise en place courant octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection :

- le justificatif de la mise en place de la citerne,
- le justificatif que les conditions d'aménagement de la réserve et d'accès pour les véhicules de secours ont été déterminées en liaison avec le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 10 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, OLD

Prescription contrôlée :

En complément du débroussaillage autour de chaque nacelle sur un rayon de 50 m, le voisinage des pistes d'accès aux éoliennes sont débroussaillées afin de créer une bande continue de 30 m entre les disques.

Les pistes susceptibles d'être utilisées par les pompiers sont conformes aux normes des pistes DFCI et régulièrement entretenues. L'exploitant définit les caractéristiques des pistes, en liaison avec le SDIS, en fonction de leur intérêt stratégique. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs du respect de cette prescription.

Des dispositifs de fermeture des voies privées doivent interdire l'accès du public dans la zone soumise à un risque de rupture des mâts ou de projection (bouts de pales et chute de glace

notamment).
Constats : Le parc ayant été mis en service cette année, aucuns travaux de débroussaillage n'ont encore été réalisés. Concernant les pistes susceptibles d'être utilisées par les pompiers et les dispositifs de fermeture des voies privées, l'exploitant n'a fourni aucun justificatif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs concernant la conformité des pistes susceptibles d'être utilisées par les pompiers et la mise en place de dispositifs de fermeture des voies privées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : Chaque mât ou poste de livraison doit faire l'objet d'un affichage visible à 30m mentionnant l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage nom de l'exploitant nom du site, n° de l'éolienne ou du poste de livraison) et le numéro d'appel d'urgence de l'exploitant.
Constats : Les éoliennes E02 et E04 et le poste de livraison comportaient un affichage mentionnant les informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des éoliennes
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la

<p>conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant leur mise en service industrielle.</p> <p>En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 125-7 du code de la construction et de l'habitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration de conformité à la norme IEC 61 400-1 du modèle d'éolienne du parc du 12 septembre 2017, - le rapport de contrôle n° 0797644/21401536/2/1 Rév1 du 27 juin 2024 avant la mise en service industrielle du parc, - le rapport final de contrôle technique n° 19403636/1 - Rev 1 du 5 mars 2024 établi par Bureau Veritas et relatif à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le certificat de conformité à la norme IEC 61 400-24 du modèle d'éolienne du parc en date du 6 décembre 2021, - le document daté du 1er mars 2024, établi par Bureau Veritas et mentionnant la conformité de la mise à la terre de l'installation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que son prestataire, pour le contrôle de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle, est compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques.</p> <p>Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration de conformité à la Directive Machines 2006/42/CE du modèle d'éolienne du parc en date du 7 septembre 2017, - le document daté du 17 avril 2024, établi par Bureau Veritas et mentionnant la conformité aux normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200. - le document daté du 1er mars 2024, établi par Bureau Veritas attestant de la conformité des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par</p>

<p>l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard de la date de mise en service industrielle du parc, le 15 juillet 2024, le suivi est en cours de réalisation par le bureau d'études CERA.</p> <p>Il a été rappelé que le rapport dès sa réception doit être transmis au service de l'inspection avec le certificat de dépôt dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».</p> <p>A noter que le parc fait l'objet d'un bridage « chiroptères » effectif et est équipé d'un SDA (Sense of life).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les éoliennes E02 et E04 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'intérieur des aérogénérateurs E02 et E04 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Certains extincteurs vérifiés par sondage ne disposaient pas d'un contrôle effectué depuis moins d'un an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre : - la liste des extincteurs du parc, éoliennes et poste de livraison, - le justificatif du contrôle des extincteurs de moins d'un an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours